«Les zones humides: l'eau, la vie et la culture»
8e Session de la Conférence des Parties contractantes à la
Convention sur les zones humides (Ramsar, Iran, 1971)
Valence, Espagne, 18 au 26 novembre 2002

Ramsar COP8 DOC. 17
Document d'information

Possibilité pratique de créer un Fonds de dotation afin de financer le Fonds Ramsar de petites subventions pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides

Objet et terminologie

1. Le présent document d'information est lié au projet de résolution contenu dans le document Ramsar COP8 – DR29 intitulé «Évaluation du Fonds Ramsar de petites subventions pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides (FPS) et création d'un Fonds de dotation Ramsar».
2. En ce qui concerne la terminologie utilisée dans ce document d'information, l'expression «Fonds d'affectation spéciale» était utilisée dans la proposition originale préparée par le Bureau sur la question et lors de la consultation menée auprès des Parties en décembre 2001. Toutefois, dans le projet de résolution, c'est l'expression «Fonds de dotation» qui a été retenue bien que, dans ce contexte, les deux expressions aient le même sens. Le Fonds de dotation est formé d'un montant donné en capital placé sur un compte porteur d'intérêts ou investi d'une autre manière pour obtenir des intérêts qui serviront à une fin particulière: dans ce cas, il s'agit de financer les projets du FPS. En conséquence, ce n'est pas le capital qui est utilisé mais simplement les intérêts produits par ce capital.

Généralités

3. Dans la Résolution VII.5 de la COP7 (1999) de Ramsar, relative au Fonds Ramsar de petites subventions pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides (FPS), la Conférence des Parties, entre autres:
 - «9. EXPRIME sa conviction que l'évaluation critique soumise à la COP7 de Ramsar sur les neuf premières années d'exploitation du Fonds Ramsar de petites subventions pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides (FPS Ramsar) démontre que ce mécanisme est extrêmement utile à l'application de la Convention dans les pays en développement et pays en transition.
 10. RÉAFFIRME sa conviction, exprimée dans les Résolutions 5.8 et VI.6, selon laquelle les ressources mises à la disposition du FPS Ramsar devraient être augmentées pour atteindre au moins USD1 million par an.
 11. **APPELLE à la mise en place d'un mécanisme pour recevoir des engagements de contributions au FPS, si possible pour chaque période triennale**, et DEMANDE aux Parties contractantes qui présideront le Comité

permanent et le Sous-groupe du Comité permanent sur les finances durant la prochaine période triennale de chercher à mettre en œuvre ce mécanisme avec l'aide du Bureau Ramsar et du Comité permanent dans son ensemble.» [Caractère gras ajouté]

4. En 2000/2001, le Conseiller principal, environnement et développement, du Bureau Ramsar s'est efforcé, avec une énergie et un soin particuliers, de définir un mécanisme susceptible de financer le FPS, conformément au vœu de la COP exprimé dans la Résolution citée ci-dessus. Il a principalement fait porter son attention sur les organismes bilatéraux d'aide au développement perçus comme les principales sources de fonds pour le type de projets financés par le FPS et, dans une certaine mesure, sur le secteur privé et les fondations.
5. Il a conclu que, par sa nature et son *modus operandi* (de très petits projets selon les normes des organismes d'aide bilatéraux, des projets qui n'ont pas toujours un objectif clair d'allègement de la pauvreté, et un mécanisme ouvert à **tous** les pays de la Liste CAD/OCDE), le FPS n'est pas très intéressant pour la communauté d'aide au développement qui ne semble pas prête à s'engager à fournir des ressources financières de manière régulière et à plus ou moins long terme.
6. Parallèlement, Wetlands International a évalué l'intérêt du monde des affaires pour les travaux relatifs à la conservation des zones humides en consultant quelque 30 grandes entreprises multinationales et en organisant un atelier présidé par le PDG des Eaux Minérales d'Évian. Il en est ressorti qu'en général, du moins pour le moment, les entreprises ne perçoivent pas les zones humides comme un thème porteur auquel elles seraient prêtes à consacrer un financement considérable.
7. Le Bureau Ramsar est, en conséquence, parvenu à la conclusion que la création d'un Fonds de dotation Ramsar serait, à l'heure actuelle, la meilleure solution pour le financement du FPS au niveau prévu par la Conférence des Parties (USD1 million disponible pour décaissement chaque année).
8. Au début de 2001, le Bureau a communiqué un document de travail à un très grand nombre d'organismes et de particuliers du monde entier qui ont l'expérience de la mise en place et de l'exploitation de Fonds de dotation/d'affectation spéciale, aux formes et aux objectifs les plus divers. Globalement, l'idée de créer un fonds de dotation pour le FPS Ramsar a été bien reçue et plusieurs commentaires utiles sur le *modus operandi* nous sont parvenus.
9. La proposition a été affinée et soumise pour examen au Comité permanent à sa 26e Réunion, fin novembre 2001. Après un débat approfondi, le Comité a adopté la Décision SC26-39: «le Comité permanent charge le Bureau de communiquer le document «Proposition d'établissement d'un Fonds d'affectation spéciale pour financer le FPS» à toutes les Parties et autres institutions appropriées avant le 14 décembre 2001 en leur demandant d'envoyer leurs observations avant le 15 mars 2002 et de préparer un rapport basé sur ces observations, y compris les avantages et les risques inhérents à la mise en place d'un Fonds d'affectation spéciale pour examen par le Sous-groupe sur les finances lors d'une réunion qui aura lieu le 15 mai 2002 parallèlement à celle du Sous-groupe sur la COP8. Le Comité autorise le Sous-groupe sur les finances à soumettre une recommandation à la COP8 de Ramsar, le cas échéant, après consultation avec les Parties

contractantes, sur l'établissement d'un Fonds d'affectation spéciale Ramsar afin de financer le FPS.»

10. Conformément à la décision du Comité permanent, le Bureau a contacté toutes les Parties par Note diplomatique 2001/8 du 18 décembre 2001 intitulée «Consultation concernant la proposition de création d'un Fonds d'affectation spéciale Ramsar pour financer le Fonds de petites subventions». Quarante-neuf Parties contractantes (sur les 123 Parties que comptait Ramsar à l'époque de la consultation) ont répondu. Il convient de noter que c'est un nombre de réponses record, signe sans doute de l'intérêt que les Parties contractantes portent à cette question financière.
11. Le Bureau a soumis les commentaires des 49 Parties au Sous-groupe sur les finances du Comité permanent, à sa réunion de mai 2002. Le Sous-groupe, au nom du Comité permanent et conformément à la Décision SC26-39, a décidé de soumettre à la COP8 le projet de résolution contenu dans le document Ramsar COP8 - DR29 dans lequel il est proposé, entre autres, que la COP:
 - «12. DÉCIDE DE CRÉER un Fonds de dotation Ramsar pour financer le FPS, qui deviendra opérationnel lorsque le Comité permanent aura établi son *modus operandi* sur la base du paragraphe 13 qui suit.
 13. AUTORISE le Comité permanent à établir le *modus operandi* du Fonds de dotation Ramsar en tenant compte des opinions exprimées par les Parties contractantes durant le débat sur la question et sur la base des principes suivants:
 - a) les contributions au Fonds de dotation Ramsar seront volontaires;
 - b) l'exploitation et la gestion du Fonds de dotation Ramsar seront placées sous l'autorité de la Conférence des Parties;
 - c) le Fonds de dotation Ramsar deviendra opérationnel lorsqu'un certain niveau de capital aura été garanti;
 - d) le Fonds de dotation fera l'objet d'un examen intérimaire à la COP9 et d'un examen approfondi à la COP10 et, si le niveau de capital n'est pas garanti à ce moment-là, l'existence du Fonds de dotation sera revue;
 - e) le Comité permanent créera un groupe d'experts financiers chargé de gérer les finances du Fonds de dotation.»
12. Le présent document d'information a été préparé à la demande du Sous-groupe sur les finances pour aider les Parties à se faire une opinion concernant la création d'un Fonds de dotation Ramsar (FD Ramsar). À cette fin, le document contient une description plus précise du FD et de son *modus operandi* possible, tenant compte des opinions exprimées par les Parties qui ont répondu à la consultation, comme mentionné dans le paragraphe 11 ci-dessus.

Historique du FPS Ramsar

13. Le FPS a été créé par la COP4 de Ramsar, en 1990, sous le nom de «Fonds pour la conservation des zones humides», pour aider les pays en développement à mettre en œuvre la Convention et encourager la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources des zones humides. En 1996, la COP6 a adopté le nom actuel du Fonds dans la Résolution VI.6 et a décidé que les pays en transition économique seraient également éligibles au financement. Le FPS apporte aujourd'hui, à de petits projets, des ressources financières dont le montant maximal est fixé à CHF 40 000 (euros/USD 28 500 en juillet 2002).
14. Le FPS finance des projets qui contribuent clairement à la mise en œuvre du Plan de travail triennal adopté par chaque session de la COP ainsi que, dans une moindre mesure, l'aide d'urgence pour les sites Ramsar et l'aide à la préparation de l'adhésion de nouvelles Parties contractantes à la Convention.
15. L'utilisation rationnelle (ou utilisation durable) des zones humides est une très grande priorité de la Convention et de nombreux projets du FPS ont été consacrés à cette question. Le concept d'«utilisation rationnelle» est inscrit dans le texte de la Convention, à l'Article 3.1 qui stipule, en effet, que les Parties contractantes *«élaborent et appliquent leurs plans d'aménagement de façon à favoriser la conservation des zones humides inscrites sur la Liste et, autant que possible, l'utilisation rationnelle des zones humides de leur territoire.»* La COP3 de Ramsar (1987) a donné la définition suivante du concept d'utilisation rationnelle: *«L'utilisation rationnelle des zones humides consiste en leur utilisation durable au bénéfice de l'humanité d'une manière qui soit compatible avec le maintien des propriétés naturelles de l'écosystème.»* Le concept d'utilisation rationnelle, ou d'utilisation durable, est donc fondamental pour la Convention.
16. Le Bureau Ramsar, sous l'autorité du Comité permanent, administre le FPS qui est financé par des contributions volontaires. La gestion financière applique les «Dispositions relatives à l'administration financière de la Convention» adoptées dans la Résolution V.2, en 1993.
17. Le cycle des projets est régi par les Principes opérationnels du FPS adoptés par le Comité permanent à chaque nouvelle période triennale. Les Principes comprennent le formulaire de demande de subvention; le formulaire d'évaluation des propositions de projets; le modèle de présentation du rapport de situation; le modèle de présentation du rapport final; et le formulaire d'évaluation des projets terminés. Le Sous-groupe du Comité permanent sur les finances révisé périodiquement ces procédures et, s'il y a lieu, propose des modifications au Comité permanent.
18. Pour tous les projets, un versement initial de 80% de la subvention totale est effectué à la signature du contrat. Le solde de 20% est retenu jusqu'à la remise d'un rapport final acceptable qui doit comprendre un état des dépenses pour les fonds versés.

Réalisations

19. Depuis sa création (en 1991) jusqu'à 2001, le FPS a reçu des fonds pour un montant total de CHF 5 265 235 et financé 152 projets.
20. À la demande de la COP6, le Bureau Ramsar a réalisé, en mars 1998, une évaluation approfondie de l'exploitation et de la pertinence du FPS qui a été approuvée par le Comité permanent (SC21), en octobre 1998, et soumise à la COP7, en mai 1999. À la suite de ce rapport, la COP a exprimé sa conviction que «l'évaluation critique soumise ... démontre

que ce mécanisme est extrêmement utile à l'application de la Convention dans les pays en développement et pays en transition.»

21. Le rapport souligne que le FPS a financé une vaste gamme de projets dans un nombre croissant de pays. Au fil des ans, la qualité des projets et le rapport coût-efficacité du programme se sont considérablement améliorés. Le FPS s'est révélé être un instrument particulièrement précieux pour la mise en œuvre de la Convention au moyen de petits projets traitant d'une diversité de problèmes de gestion des zones humides et tenant compte de la diversité des régions et des pays.
22. Le tableau suivant résume le fonctionnement du FPS en 11 années d'existence.

Tableau 1: RÉSUMÉ DES PROJETS FINANCÉS, 1991-2001

Année	Nb de projets soumis	Nb de pays ayant soumis des projets	Projets jugés éligibles au financement	Projets financés	Nb de pays qui ont reçu un financement	Montant total attribué en CHF
1991	17	17	17	7	7	200 025
1992	29	24	27	12	11	280 566
1993	35	24	28	15	14	469 880
1994	24	18	20	10	9	371 360
1995	30	22	25	11	14	346 530
1996	27	21	15	12	12	403 150
1997	83	40	55	28	28	1 064 840
1998	67	42	43	18	18	679 470
1999	81	48	49	14	14	600 208
2000	47	39	46	8	8	302 420
2001	56	37	49	9	8	332 807
2001*	-	-	-	6	6	213 979
Totaux	496		374	150		5 265 235

* Projets financés séparément par des Organisations partenaires

Tableau 2: PROJETS ÉLIGIBLES MAIS NON FINANCÉS PAR MANQUE DE RESSOURCES DANS LE FPS, 1991-2001

Année	Nombre de projets NON financés	Année	Nombre de projets NON financés
1991	10 (sur 17)	1996	3 (sur 15)
1992	15 (sur 27)	1997	27 (sur 55)
1993	13 (sur 28)	1998	25 (sur 43)
1994	10 (sur 20)	1999	35 (sur 49)
1995	14 (sur 25)	2000	38 (sur 46)
		2001	40 (sur 49)
			230 (sur 374)

23. Le tableau suivant indique le nombre de rapports de situation et de rapports finals reçus ainsi que de rapports qui n'ont pas encore été remis pour des projets financés par le FPS.

Tableau 3: RAPPORTS FINALS REÇUS

Projets financés	Rapports remis	Rapports non remis
7 en 1991	7 finals	
12 en 1992	12 finals	
15 en 1993	15 finals	
10 en 1994	10 finals	
11 en 1995	9 finals	2 finals (sur 11)
12 en 1996	8 finals	4 finals (sur 12)
28 en 1997	19 finals	9 finals (sur 28)
18 en 1998	7 finals	11 finals (sur 18)
16 en 1999	12 finals	3 finals (sur 15) 1 projet annulé
8 en 2000	3 finals	5 finals (sur 8)
8 en 2001	-	Les premiers rapports de situation sont dus en 2002

24. Les institutions et partenaires bénéficiaires apprécient particulièrement le FPS pour ses procédures de demande de subvention relativement simples.
25. La conclusion générale de l'exercice d'évaluation est que le FPS reste un mécanisme extrêmement efficace. Malgré cela, comme on peut le voir dans les paragraphes qui suivent, l'exploitation et l'utilisation optimales du FPS sont entravées par plusieurs points faibles.

Points faibles et améliorations nécessaires

26. **Les fonds mis à la disposition du FPS, le financement irrégulier et les fonds affectés:** la COP5, la COP6 et la COP7 de Ramsar ont établi et confirmé l'objectif de USD 1 million par an à distribuer entre les différentes régions de la Convention. Cet objectif n'a jamais été atteint et les fonds disponibles varient considérablement d'année en année (voir tableau ci-dessus). Cela soulève la question des coûts de substitution pour la gestion du Fonds. Vaut-il vraiment la peine d'investir tant de temps du personnel pour (certaines années) financer si peu de projets?
27. **Le versement irrégulier de contributions** pose également de sérieux problèmes de planification. Chaque année, le Bureau Ramsar invite les pays éligibles à soumettre des propositions mais ne sait jamais à l'avance combien d'argent sera disponible. Pour les institutions qui soumettent de bonnes propositions, sur invitation du Bureau, et qui voient par la suite leurs propositions rejetées par manque de ressources, c'est une grande déception.
28. **Éligibilité des pays et sources de financement:** du point de vue de certains donateurs, il est difficile de savoir si le FPS est un fonds de coopération au développement ou un fonds pour l'environnement. Les Autorités administratives Ramsar (en général des organismes de

conservation de la nature) qui sont prêtes à verser des fonds éprouvent parfois une certaine réticence car elles ne sont pas censées financer la coopération au développement qui relève d'autres institutions. De leur côté, les organismes de coopération au développement hésitent parfois à verser des fonds à la «protection de l'environnement» parce que leur mission est clairement liée à l'allègement de la pauvreté. Certains organismes de coopération au développement souhaitent, en outre, faire porter leurs efforts sur les «pays les moins développés» ou ont une liste de pays ou de régions prioritaires et ne veulent donc pas verser des fonds non affectés qui pourraient servir à des pays relativement plus riches.

29. *Le processus d'approbation des projets et le rôle du Comité permanent:* les propositions de projets sont soigneusement filtrées par le personnel du Bureau et classées selon un système de notation très objectif. Après avoir été approuvées par le personnel technique du Bureau, elles sont soumises au Comité permanent pour discussion et adoption définitive. Tandis que le Bureau Ramsar procède à la sélection uniquement d'après l'analyse rigoureuse de la qualité des propositions, le Comité permanent, de par sa nature, peut apporter une optique géopolitique et/ou nationale au processus décisionnel.
30. *Suivi des projets et processus d'apprentissage:* vu l'échelle des projets (maximum CHF 40 000) et le peu de temps dont dispose le personnel du Bureau Ramsar, il n'est pas facile d'assurer un suivi étroit de tous les projets et, partant, de faire dûment rapport aux donateurs. Le suivi a lieu lorsque les Coordonnateurs régionaux Ramsar visitent des pays où sont mis en œuvre des projets ou lorsque les Organisations internationales partenaires de Ramsar ont l'occasion de le faire, au nom du Bureau Ramsar.
31. *Compte tenu du coût d'un suivi in situ systématique,* exercer ce suivi pour tous les projets reviendrait trop cher. La même chose vaut pour le processus d'apprentissage à partir des projets et de communication des enseignements à d'autres Parties. Le Bureau Ramsar fait de sérieux efforts pour suivre et évaluer le plus de projets possible. Cependant, comme énoncé dans la Résolution VII.5 (1999), d'autres moyens doivent également être recherchés pour consacrer le temps nécessaire afin d'améliorer la surveillance et le suivi des projets, notamment par une meilleure participation des Partenaires de Ramsar, des Autorités administratives Ramsar, du Groupe d'évaluation scientifique et technique et du Comité permanent Ramsar. Il serait bon de réserver une attribution financière spéciale à cet objectif.

Le Fonds de dotation

32. La création du FD ne modifiera en rien l'exploitation du FPS. Ce dernier restera tel qu'il est, avec toutes les procédures en vigueur, jusqu'à ce que celles-ci soient modifiées (si nécessaire) par le Comité permanent, conformément aux décisions de la COP. Le Bureau Ramsar continuera de faire appel, chaque année, aux Parties contractantes et à d'autres donateurs potentiels, y compris du secteur privé, pour financer les projets qui sont présentés chaque année au FPS.
33. Néanmoins, comme indiqué plus haut, l'expérience prouve que les contributions volontaires sont insuffisantes pour financer toutes les propositions approuvées et l'objectif prévu par la COP (USD 1 million par an) n'a jamais été atteint.

34. Dans le projet de résolution COP8 - DR29 présenté par le Comité permanent, outre l'appel annuel à contributions volontaires, il est prévu de créer un Fonds de dotation (FD) défini au paragraphe 2 du présent document. Il faudra peut-être plusieurs années pour que le FD soit entièrement opérationnel, c'est-à-dire qu'il génère suffisamment de ressources sous forme d'intérêts transférables au FPS mais il présente l'avantage d'être un instrument financier sûr et durable.
35. Un autre avantage de ce mécanisme est qu'il fournit une estimation relativement fiable de la quantité de fonds (sous forme d'intérêts) disponible chaque année pour le financement des projets.
36. Un des inconvénients est qu'au début, avant que la masse critique de capital ait été atteinte, les ressources disponibles pour financer les projets seront limitées. Cet inconvénient est atténué par le fait que le FD proposé pourrait être suffisamment intéressant pour attirer les donations et réunir, en peu de temps, la masse critique de capital. Selon nos informations, pour bénéficier des frais de gestion institutionnels les plus favorables qu'offrent les institutions financières il faudrait disposer d'un minimum de euros/USD 4 millions. Il importe donc de tout faire pour atteindre ce minimum dans les plus brefs délais.

Sources de financement et «conditions attachées»

37. Les sources de capitalisation du FD seront probablement multiples et variées et comprendront des donations de gouvernements, d'ONG, de fondations, d'entreprises privées et de particuliers, destinées spécifiquement à cet objectif. Le Comité permanent pourrait aussi examiner des propositions visant à constituer le capital du FD avec des fonds non affectés mis à la disposition du Bureau Ramsar en sus du budget central de Ramsar.
38. En ce qui concerne les «conditions attachées», certaines conditions posées par les donateurs pourraient être examinées (par exemple, des donations dont les intérêts doivent être utilisés pour les projets de FPS dans certaines régions Ramsar seulement), notamment dans le cas de fortes donations; cependant, trop de conditions pourraient rendre le mécanisme difficile à gérer et peut-être moins intéressant pour les bénéficiaires et même les donateurs potentiels. Il faudra trouver un bon équilibre entre une subordination exagérée aux politiques des donateurs et une attention insuffisante portée à ces mêmes donateurs.
39. En conséquence, si un donateur souhaite verser des fonds auxquels sont attachées des conditions, il vaut mieux que ces fonds soient dirigés vers le Fonds de petites subventions lui-même, sous forme de contributions annuelles pour un projet ou des projets particuliers, et non déposés dans le FD.
40. Il faudra aussi veiller à maintenir la visibilité du point de vue des donateurs et ceci est particulièrement important, aussi bien pour ceux du secteur privé que pour ceux du secteur public.
41. Les gouvernements pourraient s'intéresser à un investissement dans le FD pour deux raisons principales: a) parce qu'il est de leur ressort de soutenir le développement durable et la conservation de l'environnement dans les pays en développement et les pays en transition économique; et b) parce qu'il est de leur intérêt de soutenir des politiques et des

activités qui atténuent, tant aux niveaux local que mondial, les incidences défavorables de la destruction des zones humides.

42. Les organismes d'aide au développement souhaitent généralement donner la priorité à leurs programmes d'allégement de la pauvreté. Comme cet objectif devrait également constituer une part très importante du Programme de Ramsar, il serait bon d'encourager des propositions au FPS conçues avec cet important objectif à l'esprit.
43. Jusqu'à présent, la plupart des contributions volontaires au FPS ont été versées par des ministères ou des institutions du domaine de l'environnement. La mission publique de ces institutions est de protéger la nature et **non** de promouvoir le développement dans les pays en développement et les pays en transition économique. Il n'est pas de leur ressort de soutenir des activités de coopération au développement qui incombent aux organismes ou aux ministères chargés du développement international.
44. En conséquence, il importe que le FD Ramsar soit présenté à la fois comme un fonds pour l'environnement et comme un mécanisme financier de coopération au développement durable.
45. Dans le cas du secteur privé, la motivation est essentielle. En général, les entreprises subventionnent des activités si elles en retirent des avantages directs ou indirects. Soutenir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides présente de nombreux avantages directs pour différentes entreprises privées dont le plus évident est l'accès à une eau propre pour les processus industriels: entreprises qui commercialisent de l'eau potable, entreprises qui produisent des boissons non alcoolisées, conserveries, entreprises alimentaires, etc. Pour elles, la dégradation des zones humides entraîne, à long terme, un coût économique additionnel considérable sous forme de traitement de l'eau. Le partenariat Ramsar/Danone-Évian en est une bonne illustration. Le même raisonnement peut s'appliquer à de nombreux autres secteurs: tourisme, agriculture, électricité, transports, pêche, etc.
46. Pour le secteur privé, un avantage indirect va de pair avec l'importance croissante que le public attache à la responsabilité des entreprises privées dans le domaine social et en matière d'environnement, qu'il s'agisse du secteur des biens ou des services. Une entreprise privée jouissant d'une bonne réputation en matière d'environnement ou dans le domaine social possède par-là même d'importants atouts de marketing. De nos jours, même les institutions financières et les banques sont influencées par le nombre croissant d'investisseurs «verts». Néanmoins, il ne faut pas surestimer l'intérêt éventuel du secteur privé pour le Fonds de dotation Ramsar.
47. Le FD Ramsar devrait aussi être rendu attrayant pour les organisations non gouvernementales et les fondations qui seraient invitées à envisager d'y contribuer. Certaines pourraient être attirées par la possibilité d'influer sur l'exploitation du FPS. La COP et le Comité permanent devraient être ouverts à cette possibilité et établir les mécanismes utiles à ce dialogue. Le FD devrait aussi être attrayant pour les particuliers qui souhaitent faire des donations, notamment par le biais de legs.

Modus operandi du Fonds de dotation Ramsar

48. Le FD Ramsar pourrait être administré par un Conseil du FD composé de onze membres représentant une vaste gamme de compétences dans les domaines de la finance, de l'environnement, du développement, de l'administration, des appels de fonds et du marketing. Le Conseil pourrait comprendre: quatre représentants des Parties contractantes à la Convention; trois représentants des Organisations internationales partenaires de Ramsar; trois représentants invités de la «communauté des donateurs» et le Secrétaire général de Ramsar en tant que membre de droit.
49. Le Bureau Ramsar pourrait aider à identifier les candidats au Conseil en tenant compte de la diversité des compétences techniques nécessaires. Après consultation avec le Comité permanent, le Président du Comité devrait inviter les candidats choisis à siéger au Conseil.
50. Le Conseil du FD devrait jouir d'un large degré d'indépendance, agissant au nom de la Convention pour tout ce qui concerne la gestion du FD Ramsar, y compris toutes les questions administratives, techniques et financières. Le Secrétaire général de la Convention devrait être habilité à signer tous les documents financiers, conformément aux règles et règlements financiers existants du Bureau Ramsar et selon instruction du Conseil. Le Conseil devrait avoir pour objectif général d'obtenir assez de donations pour atteindre, avec les intérêts, l'objectif de la COP, à savoir euros/USD 1 million par an pour financer les projets du FPS.
51. Les membres du Conseil devraient siéger, à titre personnel, pour une période de trois ans. Pour assurer une continuité indispensable aux travaux du Conseil, un mécanisme serait mis en place par lequel il y aurait un renouvellement de la moitié environ des membres nommés, en tenant compte d'un roulement équitable entre les régions Ramsar. Aucun membre ne siègerait plus de deux fois au Conseil.
52. Le Conseil se réunirait deux fois par an au moins mais plus souvent, si nécessaire, durant la première et/ou la deuxième année du FD. Il est possible que durant cette période, le budget administratif de Ramsar subventionne les réunions du Conseil mais plus tard, le fonctionnement du Conseil pourrait être financé par les intérêts générés par le FD. Il serait souhaitable que les membres du Conseil originaires de pays industrialisés, d'institutions et d'entreprises qui en ont les moyens couvrent leurs propres frais de participation aux réunions et autres dépenses relatives au fonctionnement du Conseil (par ex. contacts avec des donateurs potentiels), à titre de donation à la Convention.
53. À sa première réunion, le Conseil désignerait son président et son vice-président et assignerait des responsabilités à chacun de ses membres. Les décisions du Conseil devraient être prises par consensus.
54. Le Conseil devrait préparer un plan de travail comprenant une stratégie d'appel de fonds et de marketing.
55. Lorsque le FD sera officiellement établi par le Comité permanent, le Comité devrait demander à l'UICN, qui représente juridiquement le Bureau Ramsar, et conformément aux règlements financiers Ramsar en vigueur, d'ouvrir un compte FD dans un lieu approprié.
56. Le Conseil devrait arrêter une stratégie de financement et d'investissement pour le FD en tenant compte de la nécessité d'atteindre une masse critique minimale de capital avant de commencer à verser les revenus de la dotation au FPS. Le Conseil devrait imposer au FD

des restrictions d'investissement dans toute activité qui pourrait avoir des incidences défavorables sur l'environnement ou toute activité contraire à l'éthique.

57. Les Principes opérationnels du FPS adoptés par le Comité permanent pour chaque période triennale devraient s'appliquer au décaissement des ressources générées par le FD. Le Conseil du FD pourrait faire des recommandations au Comité permanent concernant les principes opérationnels du FPS.
58. Le Bureau Ramsar devrait servir de secrétariat administratif du Conseil pour toutes les tâches pertinentes, y compris la comptabilité, l'organisation des réunions, etc.
59. Il serait bon d'envisager d'augmenter l'attribution maximale aux projets du FPS de CHF 40 000 (euros/USD 28 500) actuellement à, par exemple, CHF 70 000 (euros/USD 50 000).